

[Text]

• 1015

With the assistance of the Ontario Ministry of Agriculture and Food, we have conducted an analysis of producer subsidy equivalent calculations under the Canada-U.S. trade agreement, and it is our position that there are discrepancies in producer subsidies between east and west.

I guess before I proceed any further with this, I should really state the intent of this review. As I mentioned before, the PSE calculations were done on a national basis. There were concerns raised by our board and other commodity organizations in Ontario that in fact there was not equity between provinces and between regions at that time nor is there equity now. The PSE calculations do indicate that for wheat specifically the subsidy equivalent for Ontario is 17.89%, and nationally it is 31.12%. We raise this to make the committee aware that we are being disadvantaged in Ontario with regard to the U.S.-Canada agreement.

We were also involved, Mr. Chairman, through the Ministry of Agriculture and Food, in a cost-of-production review to enable us as producers in Ontario to highlight or identify those issues from a farming standpoint—an input costs standpoint particularly—so we know what our competition is in Michigan, Ohio and New York, the surrounding states. Those reviews are almost complete, and those numbers will be made available.

We are also participants in the Grains 2000 study on transportation and marketing differences between Canada and the U.S. We hope that study will be completed by the end of this year and that certain issues can be identified and isolated and dealt with.

We still have some concern about the application of health and safety standards on imported products. We have been assured by Health and Welfare and by the Canadian Grain Commission that raw products as well as processed products will be checked regularly and thoroughly and that the rules will be applied consistently to those who are importing into Canada, as they do to us. So we have confidence in the system and we hope that process will work properly.

Turning to another issue, Mr. Chairman, that comes up every year, and that is our initial payment guarantee. We have initiated discussions with officials, and we are finding ourselves again this year trying to identify what the international marketplace will do to our returns. I guess erring on the cautious side, from a government standpoint, we are looking at a substantial reduction in initial payment guarantee this year from last year, possibly in the \$70-to

[Translation]

Avec l'aide du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation de l'Ontario, nous avons procédé à une analyse et des calculs des équivalents aux subventions à la production en vertu des clauses de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, et nous soutenons qu'il y a des disparités sur le plan des subventions à la production entre l'est et l'ouest.

Avant de m'engager davantage sur cette question, il me faut préciser quelles étaient nos intentions lorsque nous avons procédé à cet examen. Comme je l'ai indiqué précédemment, les calculs ESP ont été effectués à l'échelle nationale. Notre office et d'autres offices de produits de l'Ontario craignant en fait à l'époque, et c'est toujours le cas aujourd'hui, que la situation ne soit pas équitable entre les provinces et entre les différentes régions. Les calculs faits au sujet de l'ESP nous révèlent d'ailleurs que pour le blé, notamment, l'équivalent à une subvention se monte en Ontario à 17,89 p. 100 et, à l'échelle nationale à 31,12 p. 100. Nous signalons ce fait au comité pour qu'il prenne bien conscience que nous sommes désavantagés en Ontario sur le plan de l'accord passé entre les États-Unis et le Canada.

Nous avons aussi participé, monsieur le président, par l'entremise du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, à un examen des coûts de production devant nous permettre, en tant que producteurs de l'Ontario, de préciser et de définir ces différentes questions du point de vue des agriculteurs—pour ce qui est plus particulièrement du coût des facteurs de production—afin de savoir comment nous nous situons par rapport à nos concurrents du Michigan, de l'Ohio et de l'État de New-York, soit les États environnants. Les études sont presque terminées et nous connaissons bientôt les chiffres correspondants.

Nous avons aussi participé à l'étude de Céréales 2000 portant sur les différences qui existent en matière de transport et de commercialisation entre le Canada et les États-Unis. Nous espérons que cette étude sera terminée avant la fin de l'année et qu'un certain nombre de points auront pu être définis et répertoriés de façon à pouvoir régler les problèmes qui se posent.

L'application des normes de santé et de sécurité aux produits importés reste pour nous un sujet d'inquiétude. Santé et Bien-être Canada ainsi que la Commission canadienne des grains nous ont assurés que les matières premières de même que les produits transformés feront l'objet de contrôles réguliers et minutieux et que les règlements seront appliqués de manière uniforme à tous les importateurs au Canada, comme on le fait dans d'autres cas. Nous faisons donc confiance au système et nous espérons qu'il donnera de bons résultats.

J'en viens maintenant à un autre point, monsieur le président, dont il est fait état chaque année, c'est celui de notre garantie de paiement initial. Nous avons commencé les discussions avec les responsables et, cette année encore, nous nous efforçons de prévoir quel sera le rendement de nos produits sur les marchés internationaux. Je pense qu'en étant prudent, du côté du gouvernement, il faut prévoir une diminution marquée de la garantie de paiement initial cette